



REPUBLIQUE FRANÇAISE  
DEPARTEMENT DU GARD  
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

**Réf : ARRETE/2020/N° 174 /6.1**

**Objet : INTERDICTION DE CIRCULER – VEHICULES DE PLUS DE 3T5 - CHEMIN DE CORBIERE DANS LA PORTION COMPRISE ENTRE LA SOCIETE UNIBETON ET LA VOIE COMMUNALE DITE DE CHASSONNE**

**LE MAIRE,**

Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment l'articles L131-1,

Vu le code de la Justice Administrative et notamment l'article R421-2,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire, et notamment l'Article L2213-1 –art.62 modifié par la loi n°2014—58 du 27 Janvier 2014.

Vu le code de la route et notamment l'article R 411-8, R 411-25 et R 411-26

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – quatrième partie – signalisation et prescription) approuvée par l'arrêté interministérielle du 07 juin 1977 modifiée et complétée

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique dans la commune

Considérant que le chemin dit « de Corbière » par sa structure et son gabarit est inadapté au passage des véhicules de plus de 3T5 dans la portion mentionnée dans le présent arrêté

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Date :**

Le présent arrêté prend effet dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les services techniques municipaux.

**ARTICLE 2 : Lieu :**

La circulation de tous les véhicules dont le tonnage est supérieur à 3T5 est interdit sur le chemin de Corbière dans la portion comprise entre la société UNIBETON et la voie communale dite de Chassonne.



**ARTICLE 4 : Règlementation :**

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place, entretenue et renouvelée conformément aux règles énoncées dans l'instruction interministérielle n° 81-85 du 23 septembre 1981 par les services municipaux de la commune

**ARTICLE 4 : VERBALISATION:**

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

**ARTICLE 5 : DELAI ET VOIES DE RECOURS:**

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le Préfet du GARD. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif de NIMES sis Avenue Feuchères 30000 NIMES, également dans le délai de deux mois à compter de sa date de publication, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'Administration si un recours administratif a été déposé

**ARTICLE 6: APPLICATION :**

Monsieur le Directeur Général des Services,  
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,  
Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,  
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,  
Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 11 mars 2020

Le Maire,  
Pierre MAUMEJEAN



***Certifié exécutoire compte tenu des :***

- date de transmission à la Préfecture :
- date d'affichage :

*L'Elu référent*